

## ARRÊTÉ MUNICIPAL D'APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE

Le Maire de Saint Germain Laval, Loire ;  
Vu la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment son chapitre II – article 13 ;  
Vu le décret 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2212 – 1, relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent être victimes d'accidents ou de désagréments, qu'ils soit d'origine naturels, technologiques, accidentels ou terroristes et qu'il convient, en vertu des devoirs de protection de populations, de pouvoir y faire face ;

Considérant qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** Le Plan Communal de Sauvegarde de la commune de Saint Germain Laval a été débattu et accueilli favorablement par le Conseil Municipal du 16 juillet 2019. La version annexée au présent arrêté est conforme à la législation en vigueur et au décret susvisé.

**Article 2 :** Le Plan Communal de Sauvegarde prend en compte le risque inondation par débordement de l'Aix, l'Isable et leurs affluents, ainsi que le risque inondation par ruissellements.

En application de la loi et du décret susvisés, il sera le cas échéant étendu à d'autres risques lors de révisions ultérieures.

**Article 3 :** Le Plan Communal de Sauvegarde décrit les actions communales de sauvegarde à réaliser en fonction de différents états de la gestion de crise.

**Article 4 :** Le Plan Communal de Sauvegarde comprend une cellule de crise municipale.

**Article 5 :** Le Plan Communal de Sauvegarde annexé est un guide d'actions, il n'a pas vocation à être appliqué à la lettre. Le Maire, en vertu de l'article L2212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, demeure juge et responsable des adaptations imposées par les circonstances.

**Article 6 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant du SDIS de St Germain Laval, Monsieur le Major de la brigade de Gendarmerie de St Germain Laval ; sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :** un exemplaire du Plan Communal de Sauvegarde est adressé à Monsieur le Sous-Préfet de Roanne.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214202301-20190718-ArrApprobatIPCS-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/07/2019


Publication : 26/07/2019

Pour le Maire, l'Adjoint délégué,  
Jean Claude RAYMOND



A St Germain Laval, le 18 juillet 2019

Le Maire,

  
Alain BERAUD

